

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2013 B 09167

Numéro SIREN : 799 687 454

Nom ou dénomination : TRIGO FRANCE

Ce dépôt a été enregistré le 16/12/2021 sous le numéro de dépôt 72515

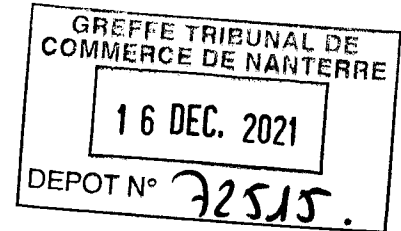


**KPMG Audit**  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris la Défense Cedex  
France



**2AC Aquitaine**  
123, quai de Brazza  
33100 Bordeaux

*Certifié conforme à l'original*



*Trigo France S.A.S.*

**Rapport des commissaires aux comptes sur les  
comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2020  
Trigo France S.A.S.  
4, avenue Pablo Picasso - 92000 Nanterre  
*Ce rapport contient 33 pages*  
Référence : LC-212-01



**KPMG Audit**  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris la Défense Cedex  
France



**2AC Aquitaine**  
123, quai de Brazza  
33100 Bordeaux

**Trigo France S.A.S.**

Siège social : 4, avenue Pablo Picasso - 92000 Nanterre

## **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'attention de l'Associé unique de la société Trigo France S.A.S.,

### **Opinion**

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Trigo France S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, notamment pour ce qui concerne les provisions pour dépréciation des créances clients.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels qui vous sont adressés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

#### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

#### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

**Trigo France S.A.S.**  
*Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels*

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Les commissaires aux comptes,

Paris La Défense, le 19 avril 2021

Bordeaux, le 19 avril 2021

KPMG Audit  
Département de KPMG S.A.

2AC Aquitaine



*Jean-Luc Neyraud*

Signé par Jean-Luc Neyraud

✓ Signé et certifié par yousign

Laurent Chillet  
Associé

Jean-Luc Neyraud  
Directeur général

**TRIGO FRANCE**

**4 avenue Pablo Picasso**

**92000 NANTERRE**

**SIRET : 79968745400022**

**APE :**

**8299Z**

**Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020**

**DOCUMENTS ANNUELS**

**BILAN ACTIF**

BILAN ACTIF

	Brut	Amort. prov.	31/12/2020	31/12/2019
Capital souscrit non appelé				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	21 676	11 756	9 920	
Fonds commercial	1 910 423		1 910 423	1 910 423
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur imm. incorporelles				
Terrains				
Constructions	19 319	19 319		
Inst. techniques, mat. outillage industriel	1 512 806	999 949	512 857	601 411
Autres immobilisations corporelles	1 220 003	800 248	419 754	507 089
Immobilisations en cours	87 118		87 118	30 543
Avances et acomptes				
Participations évaluées				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	252 825		252 825	163 562
Autres immobilisations financières	1 178 217		1 178 217	104 789
<b>Total de l'actif immobilisé</b>	<b>6 202 390</b>	<b>1 831 273</b>	<b>4 371 116</b>	<b>3 317 820</b>

Matières premières, approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commande				
Clients et comptes rattachés	20 454 956	4 242 254	16 212 701	29 468 047
Autres créances	14 473 852		14 473 852	22 057 534
Capital souscrit et appelé, non versé				
VMP (dont actions propres)	6 001 496		6 001 496	2 000 668
Disponibilités	2 811 024		2 811 024	8 093
Charges constatées d'avance	119 900		119 900	93 832
<b>Total de l'actif circulant</b>	<b>43 861 229</b>	<b>4 242 254</b>	<b>39 618 975</b>	<b>53 628 177</b>

Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				

<b>Total de l'actif</b>	<b>50 063 620</b>	<b>6 073 528</b>	<b>43 990 092</b>	<b>56 945 997</b>
-------------------------	-------------------	------------------	-------------------	-------------------

Droit au bail		Immo. à - un an	1 178 217	Part à + un an	
Immobilisations		Stocks		Créances	

**BILAN PASSIF**

## BILAN PASSIF

		31/12/2020	31/12/2019
Capital social ou individuel (dont versé)	1 031 785	1 031 785	1 031 785
Primes d'émission de fusion, d'apport, ...		3 616 083	3 616 083
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence)			
Réserve légale		103 179	103 179
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées (dont réserve spé. prov. fluctuation des cours)			
Autres réserves (dont réserve achat d'oeuvre art.vivants)			
Report à nouveau		12 544 272	6 960 719
<b>Résultat de l'exercice</b>		- 306 161	<b>5 583 553</b>
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>16 989 158</b>	<b>17 295 319</b>

Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
<b>Total des autres fonds propres</b>			

Provisions pour risques		42 000	12 000
Provisions pour charges		1 479 549	1 503 672
<b>Total des provisions pour risques et charges</b>		<b>1 521 549</b>	<b>1 515 672</b>

Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		2 527	11 420
Emprunts et dettes financières divers		5 899	2 036
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		9 504 511	19 480 208
Dettes fiscales et sociales		8 918 151	11 568 144
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		45 107	32 195
Autres dettes		7 003 187	7 040 999
Produits constatés d'avance			
<b>Total des dettes</b>		<b>25 479 384</b>	<b>38 135 005</b>

Ecart de conversion passif			
----------------------------	--	--	--

<b>Total du passif</b>		<b>43 990 092</b>	<b>56 945 997</b>
------------------------	--	-------------------	-------------------

Ecart de réévaluation incorporé au capital			
Dont réserve spéciale de réévaluation (1959)			
écart de réévaluation libre			
réserve de réévaluation (1976)			
Dont réserve réglementée des plus-values à long terme			
Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		25 479 384	38 135 005
Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques CCP		2 527	11 420

**COMPTE DE RESULTAT**

## COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE

	31/12/2020			31/12/2019
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	321 324	153 171	474 495	869 929
Production vendue de services	37 569 978	16 801 001	54 370 980	96 168 387
<b>Chiffres d'affaires nets</b>	<b>37 891 303</b>	<b>16 954 172</b>	<b>54 845 475</b>	<b>97 038 317</b>

Production stockée				
Production immobilisée			13 296	
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			1 595 044	1 148 984
Autres produits			603	4 282
<b>Total des produits d'exploitation</b>			<b>56 454 420</b>	<b>98 191 584</b>

Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stocks (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approv. (y compris droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			30 550 472	55 174 395
Impôts, taxes et versements assimilés			821 899	1 160 049
Salaires et traitements			15 311 361	20 097 258
Charges sociales			5 866 669	8 241 008
Sur immobilisations : Dotations aux amortissements			342 761	100 505
Dotations aux provisions				
Sur actif circulant : Dotations aux provisions			1 710 360	1 385 947
Pour risques et charges : Dotations aux provisions			30 000	433 060
Autres charges			1 020 724	1 971 349
<b>Total des charges d'exploitation</b>			<b>55 654 248</b>	<b>88 563 572</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>			<b>800 171</b>	<b>9 628 011</b>

Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			29 846	28 910
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				156
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>Total des produits financiers</b>			<b>29 847</b>	<b>29 067</b>

Dotations financières aux amortissements et provisions			11 578	16 549
Intérêts et charges assimilées			54 205	12 636
Différences négatives de change			2 359	122
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>Total des charges financières</b>			<b>68 142</b>	<b>29 308</b>

<b>Résultat financier</b>			<b>- 38 295</b>	<b>- 241</b>
---------------------------	--	--	-----------------	--------------

<b>Résultat courant avant impôts</b>			<b>761 876</b>	<b>9 627 770</b>
--------------------------------------	--	--	----------------	------------------

## COMPTES DE RESULTAT DE L'EXERCICE

	31/12/2020	31/12/2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	208	9 166
Reprises sur provisions et transferts de charges		70 000
<b>Total des produits exceptionnels</b>	<b>208</b>	<b>79 166</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 068 245	132 891
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		3 066
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
<b>Total des charges exceptionnelles</b>	<b>1 068 245</b>	<b>135 957</b>
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>- 1 068 037</b>	<b>- 56 791</b>
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		1 130 062
Impôts sur les sociétés		2 857 364
<b>Total des produits</b>	<b>56 484 475</b>	<b>98 299 818</b>
<b>Total des charges</b>	<b>56 790 637</b>	<b>92 716 265</b>
<b>Bénéfice ou perte</b>	<b>- 306 161</b>	<b>5 583 553</b>
Dont: - produits nets partiels sur opérations à long terme		
- produits de locations immobilières		
- produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs		
- crédit-bail mobilier		
- crédit-bail immobilier		
- charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs		
- produits concernant les entreprises liées	26 508	21 053
- intérêts concernant les entreprises liées		
- dons faits aux organismes d'intérêt général		
- amortissement des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)		
- amortissement exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)		
- transferts de charges	933 656	165 660
- cotisations personnelles de l'exploitant (dont montant des cotisations sociales obligatoires hors CSG/CRDS)		
- produits redevances concessions brevets et licences		
- charges redevances pour concessions de brevets et licences	930 866	1 970 778
- primes et cotisations complémentaires personnelles: facultatives obligatoires dont cotisations facultatives Madelin dont cotisations facultatives aux nouveaux plans d'épargne retraite		
Détail des produits et charges exceptionnels	Charges except.	Produits except.
Social	695 568	
Honoraires	372 591	
Amende	85	
Produits de cession des éléments d'actifs cédés		208
Détail des produits et charges sur exercices antérieurs	Charges antérieures	Produits antérieurs

**ANNEXE**

**Introduction**

Le total bilan avant répartition de l'exercice est de 43 990 092 Euros.

Le compte de résultat de l'exercice, dont le total des produits est 56 484 476 Euros, dégage un déficit de 306 161 Euros.

Les notes ou les tableaux ci-après font partie des comptes annuels.

**Règles et méthodes comptables**

Les comptes annuels de l'exercice au 31 décembre 2020 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014, modifié par le règlement ANC n° 2018-07 du 10 décembre 2018.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

- Immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens. Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation légale ou libre. L'amortissement a été calculé sur la durée normale d'utilisation des biens, en mode linéaire.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé ont été, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

- Immobilisations incorporelles

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens. Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation légale ou libre. L'amortissement a été calculé sur la durée normale d'utilisation des biens, en mode linéaire.

Des tests de dépréciations sont réalisés chaque année sur le fonds de commerce.

- Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

- Stocks

Sans objet.

- Créances et Dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

- Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

**Faits marquants de l'exercice**

- La crise sanitaire qui fait suite à la pandémie de COVID-19 a lourdement impacté la filière automobile et les constructeurs ont dû réduire leur cadence de production.

- Le chiffre d'affaires de TRIGO FRANCE diminue de 44 % sur l'exercice.

- A compter du mois de Mars, la société a eu recours au dispositif de chômage partiel, pour un montant total indemnisé par l'état s'élevant à 1.921.017 Euros et un Prêt Garanti par l'Etat (PGE) a été souscrit par la société mère TRIGO HOLDING.

- L'ensemble des sites automobiles concernés par l'activité de Trigo France était fermé à compter du 17 mars 2020 et jusqu'au 12 mai 2020. Cela a généré un retard de chiffre d'affaires au budget d'environ 15 millions d'Euros. Cet arrêt a conduit la société à recourir au dispositif du chômage partiel. Ce dispositif a perduré jusqu'au 31 décembre 2020, afin d'absorber une part de la perte d'activité générée par une reprise de l'activité en deçà du niveau de 2019.

- La société a mis en place un programme d'affacturage déconsolidant avec Eurofactor pour une première cession de créances intervenant fin juillet 2020. A fin décembre, ce programme a conduit à la cession d'une balance s'élevant à 12 millions d'Euros pour un financement de l'ordre de 8 millions d'Euros.

**Evènements post-clôture**

Néant

## IMMOBILISATIONS

Immobilisations incorporelles	31/12/2019	Augmentations		Diminutions		31/12/2020	réévaluation
	Immo. au début de l'exercice	Réévaluation. pratiquée dans l'exercice	Acquisitions, créations virements de poste à poste	par virements de poste à poste	par cessions à des tiers	Valeur brute immo. à fin exercice	Réévaluation légale
<b>Frais d'établiss. développement</b>							
<b>Autres postes</b>	<b>1 916 011</b>		<b>16 088</b>			<b>1 932 100</b>	

Immobilisations corporelles							
Terrains							
Constructions :							
- sur sol propre							
dont composants							
- sur sol d'autrui	19 319					19 319	
dont composants							
Insts gales, agenc. et aménag. const							
dont composants							
Insts tech., matériel et outillage indus	1 359 916		153 174		284	1 512 806	
dont composants							
Autres immobilisations corporelles:							
- instal. gén, agenc, aménagts divers	505 605					505 605	
- matériel de transport	137 295					137 295	
- matériel de bureau et info, mobilier	569 572		7 529			577 102	
- emballages récupérables et divers							
Immobilisations corporelles en cours	30 543		56 575			87 118	
Avances et acomptes							
<b>Total immobilisations corporelles</b>	<b>2 622 252</b>		<b>217 279</b>		<b>284</b>	<b>2 839 247</b>	

Immobilisations financières							
Participations évaluées							
Autres participations							
Autres titres immobilisés							
Prêts et autres immo. financières	268 351		1 169 487		6 797	1 431 042	
<b>Total immobilisations financières</b>	<b>268 351</b>		<b>1 169 487</b>		<b>6 797</b>	<b>1 431 042</b>	

<b>Total général</b>	<b>4 806 616</b>		<b>1 402 855</b>		<b>7 081</b>	<b>6 202 390</b>	
----------------------	------------------	--	------------------	--	--------------	------------------	--

**Fonds commercial**

<b>Fonds commercial</b>	<b>Achetés</b>	<b>Réévalués</b>	<b>Reçus en apport</b>	<b>Montant</b>
Fonds commercial			1 910 423	1 910 423
<b>Total</b>			1 910 423	1 910 423

## AMORTISSEMENTS

Immobilisations amortissables	Situations et mouvements de l'exercice des amortissements techniques			
	Amortissements début exercice	Augmentations : dotations exercice	Diminutions	Amortissements fin d'exercice
<b>Frais d'établissement et de développement</b>				
<b>Autres immobilisations incorporelles</b>	<b>5 587</b>	<b>6 168</b>		<b>11 756</b>
Terrains				
Constructions :				
- sur sol propre				
- sur sol d'autrui	19 319			19 319
inst. gales, agencs aménagts des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	758 505	241 728	284	999 949
Autres immobilisations corporelles :				
- inst. gales, agencements, aménagts divers	31 648	82 407		114 055
- matériel de transport	122 296	2 546		124 843
- matériel de bureau et informatique, mobilier	551 438	9 910		561 349
- emballages récupérables et divers				
<b>Total</b>	<b>1 483 208</b>	<b>336 593</b>	<b>284</b>	<b>1 819 517</b>
<b>Total général</b>	<b>1 488 796</b>	<b>342 761</b>	<b>284</b>	<b>1 831 273</b>

Immobilisations amortissables	Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires						
	DOTATIONS			REPRISES			Mouvements nets des amortissements fin exercice
	Différentiel de durée, autres Colonne 1	Mode dégressif Colonne 2	Amortissement fiscal except. Colonne 3	Différentiel de durée, autres Colonne 4	Mode dégressif Colonne 5	Amortissement fiscal except. Colonne 6	
<b>Frais d'établissement</b>							
<b>Autres immo. incorporelles</b>							
Terrains							
Constructions :							
- sur sol propre							
- sur sol d'autrui							
Inst. gén., agencs, aménag.							
Inst. techniques, mat. et outil.							
Autres immobilisations corporelles:							
- inst. générales, agenc., aménag. div.							
- matériel de transport							
- mat. bureau, informatique, mobilier.							
- emballages récupérables, divers							
<b>Total</b>							
<b>Frais acquisitions titres participation</b>							
<b>Total général</b>							
<b>Total général non ventilé</b>		<b>Total général non ventilé</b>		<b>Total général non ventilé</b>		<b>Total général non ventilé</b>	

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice	Montant net fin exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Les principales durées d'utilisation sont les suivantes :

<b>Immobilisations</b>	<b>Méthode</b>	<b>Durée</b>
Concessions et brevets	Linéaire	1 à 3 ans
Matériel et outillage industriel	Linéaire	1 à 5 ans
Agencements et installations générales	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 ans
Constructions	Linéaire	3 ans
Matériel de bureau et mobilier	Linéaire	3 ans

## PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Nature des provisions	Montant début d'exercice	Augmentations: dotations exercices	Diminutions	Montant en fin d'exercice
Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
- dont majoration exceptionnelle de 30%				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
<b>Total provisions réglementées</b>				

Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires	1 503 672	11 578	35 701	1 479 549
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	12 000	30 000		42 000
<b>Total provisions risques et charges</b>	<b>1 515 672</b>	<b>41 578</b>	<b>35 701</b>	<b>1 521 549</b>

Provisions pour dépréciation:				
- sur immobilisations incorporelles				
- sur immobilisations corporelles				
- sur immo. des titres mis en équivalence				
- sur immo. des titres de participation				
- sur autres immobilisations financières				
- sur stocks et en cours				
- sur comptes clients	3 157 581	1 710 360	625 687	4 242 254
Autres provisions pour dépréciation				
<b>Total provisions pour dépréciation</b>	<b>3 157 581</b>	<b>1 710 360</b>	<b>625 687</b>	<b>4 242 254</b>

<b>Total général</b>	<b>4 673 253</b>	<b>1 751 938</b>	<b>661 388</b>	<b>5 763 803</b>
Dont dotations et reprises		1 740 360	661 388	
- d'exploitation				
- financières		11 578		
- exceptionnelles				

Titres mis en équivalence : montant dépréciation à la clôture de l'exercice				
---	--	--	--	--

**Provision pour retraite**

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés pour le calcul des indemnités de départ à la retraite est déterminé en fonction de leur ancienneté et en tenant compte d'un pourcentage de probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite.

L'ensemble de ces coûts est provisionné et pris en compte dans le résultat sur la durée d'activité des salariés.

Les principales hypothèses retenues pour ce calcul sont les suivantes :

	Départ en retraite	Charges sociales	Rotation	Augmentation de salaires
Cadres	65	51%	20% dégressif	2%
Non cadres	65	51%	20% dégressif	2%
ETAM	65	51%	20% dégressif	2%
Date d'inventaire	31/12/2020			
Table de mortalité des hommes	TV 88/90			
Table de mortalité des femmes	TV 88/90			
Méthode d'évaluation	Prospective prorata temporis Evaluation de l'indemnité à verser puis proratisation selon le rapport d'ancienneté/ancienneté totale.			
Taux d'actualisation	0.35%			
Initiative du départ	Salarié			

Sur l'exercice, la reprise de dotation nette à la provision des indemnités de départ à la retraite est de 24 123 €, elle se décompose en :

- Une reprise de dotation d'exploitation de 35 701 Euros.
- Une dotation financière de 11 578 Euros.

L'estimation retenue nous fait constater, une reprise de provision au 31/12/2020 de 24 123 Euros au titre de la PIDR.

## Composition du capital

Différentes catégories de titres	Valeur nominale		Nombre de titres			
	Au début de l'exercice	A la fin de l'exercice	Au début de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	En fin de d'exercice
Capital social	1	1	1 031 785			1 031 785

## Variation des capitaux propres

	31/12/2019	Augmentation de capital	Diminution de capital	Affectation résultat N-1	Autres mouvements	Résultat N	31/12/2020
Capital en nombre d'actions	1 031 785						1 031 785
Valeur nominale	1						1
Capital social ou individuel	1 031 785						1 031 785
Primes d'émission, de fusion, d'apport	3 616 083						3 616 083
Ecart de réévaluation							0
Réserve légale	103 179						103 179
Réserves statutaires ou contractuelles							0
Réserves réglementées							0
Autres réserves							0
Report à nouveau	6 960 719			5 583 553			12 544 273
Résultat de l'exercice	5 583 553			-5 583 553		-306 161	-306 161
Subventions d'investissement							0
Provisions réglementées							0
Dividendes versés							0
							0
Total capitaux propres	17 295 319	0	0	0	0	-306 161	16 989 158

**ETAT DES ECHEANCES, DES CREANCES ET DES DETTES  
A LA CLOTURE DE L'EXERCICE**

Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	252 825		252 825
Autres immobilisations financières	1 178 217	1 178 217	
Clients douteux ou litigieux	2 377 641	2 377 641	
Autres créances clients	18 077 314	18 077 314	
Créance représentative de titres prêtés			
- provision pour dépréciation ant. constituée			
Personnel et comptes rattachés	6 268	6 268	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	178 156	178 156	
- Impôts sur les bénéfices			
Etat et autres	1 555 396	1 555 396	
collectivités publ.			
- TVA			
- Autres impôts, taxes vers. assimilés			
- Divers	1 727 255	1 727 255	
Groupes et associés	10 390 735	10 390 735	
Débiteurs divers (dont créances relatives opérations pension de titres)	616 038	616 038	
Charges constatées d'avance	119 900	119 900	
<b>Total général</b>	<b>36 479 751</b>	<b>36 226 926</b>	<b>252 825</b>
Montant des - prêts accordés en cours d'exercice	89 263		
- remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts dettes	2 527	2 527		
auprès étbts crédit				
- à 1 an max. à l'origine				
- à plus 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	9 504 511	9 504 511		
Personnel et comptes rattachés	3 348 888	3 348 888		
Sécurité sociale et organismes sociaux	2 170 242	2 170 242		
- Impôts sur les bénéfices	42 077	42 077		
Etat et autres	3 227 014	3 227 014		
collectivités				
publiques				
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts, taxes et assimilés	129 929	129 929		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	45 107	45 107		
Groupe et associés	5 899	5 899		
Autres dettes	7 003 187	7 003 187		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
<b>Total général</b>	<b>25 479 384</b>	<b>25 479 384</b>		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés pers. physiques				

## PRODUITS A RECEVOIR

Montants des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
<b>Immobilisations financières</b>	
- Intérêts courus	
<b>Clients</b>	
- Factures à établir	3 937 803
<b>Autres créances</b>	
- Fournisseurs, rabais, remises, ristournes et avoirs à obtenir	64 855
- Personnel	
- Organismes sociaux	
- Etat	
- Autres produits à recevoir	8 171
<b>Trésorerie</b>	
- Intérêts courus à recevoir	

## CHARGES A PAYER

Rattachés aux postes des dettes	Déductibles	Non déductibles
<b>Dettes financières</b>		
- Intérêts courus non échus		
Fournisseurs		
- Factures non parvenues	7 864 806	
Personnel		
- Congés à payer	1 403 396	
- Autres charges à payer	1 904 644	
- Participation		
<b>Organismes sociaux</b>		
- Charges sur congés à payer	547 330	
- Autres charges à payer	880 464	
Etat	129 929	
Associés		
<b>Autres dettes</b>		
- Clients, remises, rabais, ristournes et avoirs à accorder	4 734 249	
- Charges à payer diverses		
<b>Trésorerie</b>		
- Intérêts courus à payer	1 027	
- Intérêts courus sur concours bancaires		

**PRODUITS CONSTATES D'AVANCE**

	<b>Montant</b>
Produits d'exploitation	
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
<b>Total</b>	

**CHARGES CONSTATEES D'AVANCE**

	<b>Montant</b>
Charges d'exploitation	119 900
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
<b>Total</b>	<b>119 900</b>

## VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRE NET

Répartition par secteur d'activité	Montant
Production vendue de biens	474 496
Production vendue de services	54 370 980
<b>Total</b>	<b>54 845 476</b>

Répartition par marché géographique	Montant
France	37 891 303
C.E.E.	11 290 669
Etranger	5 663 504
<b>Total</b>	<b>54 845 476</b>

## DETAIL DU POSTE TRANSFERT DE CHARGES

<b>Transfert de charges</b>	<b>Montant</b>
Achats et charges externes	
Impôts et taxes	
Frais de personnel	933 656
<b>Total</b>	<b>933 656</b>

**DETAIL RESULTAT EXCEPTIONNEL**

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte, non seulement des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise, mais également de ceux qui présentent un caractère exceptionnel eu égard à leur montant.

<b>Produits exceptionnels</b>	<b>Montant</b>
Reprise de provision exceptionnelle	
Produit de cession d'éléments d'actifs cédés	208
Autres produits exceptionnels	0
<b>Total</b>	<b>208</b>

<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>Montant</b>
Frais de personnel exceptionnels	695 569
Honoraires	372 592
Amendes	85
<b>Total</b>	<b>1 068 246</b>

**VENTILATION DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES**

	<b>Résultat Avant impôt</b>	<b>Impôt</b>
Résultat courant	761 876	
Résultat exceptionnel et participations	- 1 068 037	
Résultat comptable	- 306 161	

## EFFECTIF MOYEN

<b>Composition</b>	<b>Personnel salarié</b>	<b>Personnel mis à disposition de l'entreprise</b>
Cadres	70	
Agents de maîtrise et techniciens	233	
Employés	235	
Ouvriers	43	
<b>Total</b>	<b>581</b>	

**ENGAGEMENTS FINANCIERS**

<b>Engagements donnés ou réciproques</b>	<b>Montant</b>
Effets escomptés non échus	
Créances cédées en garantie (DAILLY)	11 738 863
Avals et cautions donnés	
Avals et cautions reçus	
Autres engagements donnés ou réciproques	
- Intérêts restant dus sur emprunts	
<b>Total</b>	<b>11 738 863</b>

**INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES****Honoraires de CAC**

Dans le cadre de l'audit des comptes annuels clos le 31 décembre 2020 les honoraires du commissaire aux comptes, qui ont fait l'objet d'une lettre de mission acceptée, sont provisionnés ou facturés pour un total de 48 k€.

**Rémunérations, avantages et fonction des mandataires sociaux**

Non applicable

**Engagements hors bilan**

Néant

**Société mère et consolidation**

La société Trigo France est détenue par la société Trigo Western Europe à 100%.

Les comptes de Trigo France sont consolidés par la société Trigo Holding, société mère ultime du groupe.

**Intégration fiscale**

La société Trigo Holding procède à l'intégration fiscale pour le compte du groupe auquel appartient Trigo France.

Les sociétés membres de l'intégration fiscale sont :

- Trigo France
- Trigo Western Europe
- Trigo SAS
- Trigo Qualitaire
- Trigo America
- Trigo Supply Chain Services France
- Euro Symbiose
- The Quality Network

Chaque filiale constate dans ses comptes une charge d'impôt comme si elle était imposée séparément.

La charge d'impôt de Trigo France est inexistante au titre de l'année 2020.

# TRIGO FRANCE

Société par actions simplifiée  
au capital de 1.031.785 €  
Siège social : 4, avenue Pablo Picasso – 92000 NANTERRRE  
RCS NANTERRRE 799 687 454

*Certifié conforme  
à l'original*



## PROCES VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 26 AVRIL 2021

L'an deux mille vingt et un,  
Le vingt-six avril, à neuf heures,

La Société TRIGO WESTERN EUROPE, associé unique de la Société TRIGO FRANCE, est représentée par Monsieur Benoit Leblanc, Directeur Général.

Il a été établi une feuille de présence émargée par l'Associé unique.

Le Président de la Société est représenté par M. Benoit Leblanc.

Le Cabinet 2AC AQUITAINE, Commissaire aux Comptes titulaire, convoqué, est absent.

Le Cabinet KPMG, Commissaire aux Comptes titulaire, convoqué, est absent.

Monsieur Alain Azor et Madame Sylvie Bourlier, membres désignés par le Comité Social et Économique, convoqués, participent à la séance.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'Associé :

- les statuts de la société
- la feuille de présence à l'Assemblée
- les copies des lettres de convocation à l'Associé, aux Commissaires aux comptes et au Comité Social et Économique
- l'inventaire des valeurs actives et passives de la société, le bilan, le compte de résultat et l'annexe de l'exercice clos le 31 décembre 2020
- le rapport de gestion sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2020
- le rapport du Commissaire aux comptes
- le texte des décisions soumises à l'approbation de l'Associé unique.

Puis le Président déclare que le texte des décisions proposées à l'adoption, ainsi que tous les autres documents et renseignements prévus par la loi et les règlements ont été tenus à la disposition de l'Associé, au siège social, à compter de la convocation de l'Assemblée.

L'Associé unique lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle ensuite que l'Associé unique est appelé à statuer sur l'ordre du jour suivant :

- *Présentation des comptes de cet exercice*
- *Lecture du rapport du Commissaire aux Comptes sur l'exécution de sa mission*
- *Lecture du rapport de gestion sur les comptes et opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2020 et présentation des comptes de cet exercice*
- *Approbation des comptes et opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2020 et des rapports qui les concernent*
- *Quitus au Président*
- *Affectation et répartition des résultats de l'exercice*
- *État des conventions visées à l'article L. 227-10 du Code de commerce*
- *Questions diverses*

Le Président présente les comptes puis donne lecture du rapport du Commissaire aux comptes.

Cette lecture terminée, le Président ouvre la discussion.

À l'issue de celle-ci, l'Associé unique prend successivement les décisions suivantes :

#### ***PREMIERE DECISION***

L'Associé unique, après avoir entendu la présentation des comptes et la lecture du rapport du Commissaire aux Comptes, et pris connaissance des comptes annuels afférents à l'exercice clos le 31 décembre 2020, les approuve tels qu'ils lui ont été présentés.

Il approuve également les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

En conséquence, il donne quitus entier et sans réserve au Président de sa gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

#### ***DEUXIEME DECISION***

L'Associé unique décide d'affecter le déficit de l'exercice, soit 306.161 Euros, de la manière suivante :

- Report à nouveau ..... 306.161 €

À la suite de cette affectation, les capitaux propres de la Société se présentent comme suit :

- Capital social ..... 1.031.785 €
  - Primes d'apport ..... 3.616.083 €
  - Réserve légale ..... 103.179 €
  - Report à nouveau ..... 12.238.111€
- TOTAL ..... 16.989.158€**

Conformément aux dispositions de l'article 243 Bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons qu'il a été procédé aux distributions de dividendes suivantes, au titre des trois précédents exercices :

#### **EXERCICES**

#### **DIVIDENDES**

Exercice clos le 31 décembre 2019 : 0 Euros

Exercice clos le 31 décembre 2018 : 0 Euros

Exercice clos le 31 décembre 2017 : 11.036.928 Euros

#### ***TROISIEME DECISION***

L'Associé unique prend acte qu'aucune convention nouvelle, entrant dans le champ d'application des dispositions de l'article L.227-10 du Code de commerce, n'a été conclue au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

#### ***QUATRIEME DECISION***

L'Associé donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'effectuer toutes les formalités de publicité nécessaires, notamment auprès du Greffe du Tribunal de Commerce.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

De tout ce qui précède, il a été signé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président et l'Associé unique.



---

**Pour la société TRIGO WESTERN EUROPE**

Monsieur Benoit Leblanc, Directeur Général de TRIGO WESTERN EUROPE



---

**Monsieur Benoit LEBLANC**

Le Président de séance